

**PREFECTURE  
DES BOUCHES-DU-RHONE**

**DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DU CADRE DE VIE**

Bureau de l'Environnement

Dossier suivi par : Mme CONSOLE

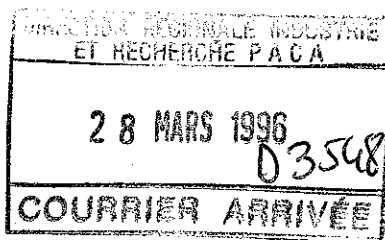
Tél. : 91.15.62.66

n° 96-89/15-1996-A

*Copie PH (F)*  
*clt -> dossier*

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

Marseille, le **26 MARS 1996**



**ARRETE**

soumettant à l'enquête publique la demande  
formulée par la société S.A. PORT PETROLIER DE GIVORS  
en vue d'être autorisée à exploiter  
une installation de conditionnement de Bromure de Méthyle  
à PORT SAINT LOUIS DU RHONE

---

**LE PREFET DE LA REGION  
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

**VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée par les lois n° 92-646 du 13 juillet 1992 et n° 92-654 du 13 juillet 1992,

**VU** la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement,

**VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

**VU** la demande par laquelle la société S.A. PORT PETROLIER DE GIVORS a sollicité l'autorisation d'exploiter une installation de conditionnement de Bromure de Méthyle à PORT SAINT LOUIS DU RHONE - Z.I. Berge Sud du Canal, constituant une installation classée soumise à autorisation,

**VU** le dossier annexé à la demande et notamment l'étude d'impact,

**VU** l'avis du Sous-Préfet d'ARLES du 15 février 1996,

**VU** le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 15 février 1996,

**VU** la demande du 19 mars 1996 en vue de la nomination du Commissaire-Enquêteur,

**VU** la décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille n° 96-61 du 22 mars 1996,

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête publique prescrite par les lois et les décrets visés ci-dessus,

**SUR LA PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## ARRETE

### ARTICLE 1

Il sera procédé sur le territoire des communes de PORT SAINT LOUIS DU RHONE, FOS SUR MER et ARLES, à une enquête publique au sujet de la demande formulée par la société S.A. PORT PETROLIER DE GIVORS en vue d'être autorisée à exploiter une installation de conditionnement de Bromure de Méthyle à PORT SAINT LOUIS DU RHONE - Z.I. Berge Sud du Canal.

### ARTICLE 2

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur :

- M. Michel PUIER,  
Ingénieur Shell-Chimie,  
Spécialiste des Installations Classées et Etudes de danger,  
en retraite.

### ARTICLE 3

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur resteront déposés en mairies de **PORT SAINT LOUIS DU RHONE, FOS SUR MER et ARLES** pendant un mois, **du 3 mai 1996 au 3 juin 1996 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables aux heures d'ouverture des bureaux et consigner sur ce registre ses observations.

Ces observations peuvent être également adressées par correspondance, au commissaire-enquêteur en mairies de PORT SAINT LOUIS DU RHONE, FOS SUR MER et ARLES, sièges de l'enquête.

Monsieur PUIER recevra personnellement les observations des intéressés, en mairies de :

#### PORT SAINT LOUIS DU RHONE :

- le Vendredi 3 mai 1996 de 9h00 à 12h00 ;
- le Vendredi 10 mai 1996 de 9h00 à 12h00 ;
- le Vendredi 24 mai 1996 de 9h00 à 12h00 ;
- le Mardi 28 mai 1996 de 13h30 à 16h30 ;
- le Lundi 3 juin 1996 de 13h30 à 16h30.

#### FOS SUR MER :

- le Lundi 6 mai 1996 de 9h00 à 12h00 ;
- le Mercredi 22 mai 1996 de 9h00 à 12h00 ;
- le Vendredi 24 mai 1996 de 13h30 à 16h30 ;
- le Mercredi 29 mai 1996 de 9h00 à 12h00 ;
- le Vendredi 31 mai 1996 de 9h00 à 12h00.

#### ARLES :

- le Lundi 6 mai 1996 de 13h30 à 16h30 ;
- le Mercredi 22 mai 1996 de 13h30 à 16h30 ;
- le Mardi 28 mai 1996 de 9h00 à 12h00 ;
- le Mercredi 29 mai 1996 de 13h30 à 16h30 ;
- le Vendredi 31 mai 1996 de 13h30 à 16h30.

### ARTICLE 4

A l'expiration du délai ci-dessus, le commissaire-enquêteur devra clore et signer les registres d'enquête.

Après la clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur convoque, dans la huitaine, le demandeur et lui communique, sur place, les observations écrites et orales, celles-ci consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de 12 jours, un mémoire en réponse.

Il examine les observations recueillies et entend toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que le demandeur lorsque celui-ci en fait la demande.

Il établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et consigne dans un document séparé ses conclusions motivées.

A cet effet, il pourra s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles 6 dernier alinéa et 6 bis du décret du 21 Septembre 1977 modifié.

Dans les 15 jours à compter de la réponse du demandeur ou de l'expiration du délai qui lui est imparti pour donner cette réponse, et sauf s'il est fait application de l'article 6 bis du décret du 21 Septembre 1977 modifié, le commissaire-enquêteur enverra le dossier de l'enquête au Préfet avec ses conclusions motivées.

#### ARTICLE 5

Copies du mémoire en réponse du demandeur ainsi que du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sont adressées en mairies de PORT SAINT LOUIS DU RHONE, FOS SUR MER et ARLES, pour y être sans délai tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée peut prendre connaissance de ces documents en mairies concernées ainsi qu'à la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

#### ARTICLE 6

Un avis précisant la nature de l'installation, l'emplacement sur lequel elle doit être réalisée, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique, le nom du commissaire-enquêteur, les jours, lieux et heures où ce dernier recevra les observations des intéressés ainsi que les lieux où il pourra être pris connaissance du dossier, sera affiché par les soins des maires de PORT SAINT LOUIS DU RHONE, FOS SUR MER et ARLES, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique ainsi que dans un rayon de 3 kms autour de l'établissement.

Ces formalités devront être attestées par un certificat des maires concernés.

Cet avis sera en outre, par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches du Rhône, inséré dans "Le Provençal", "La Marseillaise" (édition régionale), dans les quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête.

#### ARTICLE 7

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,
  - Le Sous-Préfet d'ARLES,
  - Le Sous-Préfet d'ISTRES,
  - Le Maire de PORT SAINT LOUIS DU RHONE,
  - Le Maire de FOS SUR MER,
  - Le Maire d'ARLES,
  - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
  - Le Directeur Départemental de l'Equipement,
  - Le Chef du Service Maritime des Bouches du Rhône,
- et le commissaire-enquêteur,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### ARTICLE 8

Les adresses des services intéressés sont les suivantes :

- Mairie de PORT SAINT LOUIS DU RHONE
- Mairie de FOS SUR MER
- Mairie d'ARLES
- Préfecture des Bouches-du-Rhône  
Direction des Collectivités Locales et du Cadre de Vie  
Bureau de l'Environnement - Porte 108  
11, Rue Edmond Rostand  
13006 MARSEILLE

MARSEILLE, le 26 MARS 1996

POUR LE PRÉFET

Le Secrétaire Général Adjoint  
de la Préfecture des B.-d.-Rh.

POUR COPIE CONFORME  
Le Chef de Bureau,

*M.H. Pelegrin*

M.H. PELEGRIN



Jean BALLANDRAS